



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Fourniture de denrées alimentaires à la Cuisine
centrale de la Communauté de Communes de
Petite Camargue**

**Lot 6 – Viande de porc fraîche et charcuterie
HVE ou Bio en circuit court**

Date et heure limites de réception des offres :

05/06/2025

**⚠ La présente consultation impose la présentation d'échantillons dans le
cadre de la remise des offres**

Communauté de Communes Petite Camargue
145 Avenue de la Condamine
30600 VAUVERT

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	3
1.1 – Objet	3
1.2 - Mode de passation.....	4
1.3 - Type et forme de contrat.....	4
1.4 - Décomposition de la consultation.....	4
1.5 – Nomenclature.....	6
2 - Conditions de la consultation	6
2.1 - Délai de validité des offres.....	6
2.2 - Forme juridique du groupement.....	6
2.3 - Variantes.....	6
3 - Conditions relatives au contrat	6
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution.....	6
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	7
4 - Contenu du dossier de consultation	7
5 - Présentation des candidatures et des offres	7
5.1 – Pièces de candidature à fournir.....	7
5.2 – Pièces de l'offre à fournir	9
5.3 - Echantillons.....	11
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	13
6.1 - Transmission électronique.....	13
6.2 - Transmission sous support papier.....	14
7 – Négociation.....	14
8 - Examen des candidatures et des offres	14
8.1 - Sélection des candidatures.....	14
8.2 - Attribution des accords-cadres.....	14
8.3 - Suite à donner à la consultation	17
9 - Renseignements complémentaires	17
9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	17
9.2 - Procédures de recours.....	17

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 – Objet

La présente consultation concerne :

**FOURNITURE DE DENREES ALIMENTAIRES A LA CUISINE CENTRALE DE LA
COMMUNAUTE DE COMMUNES DE PETITE CAMARGUE : LOT 6 VIANDE DE
PORC FRAICHE ET CHARCUTERIE HVE OU BIO EN CIRCUIT COURT**

Contexte :

Le présent lot fait partie d'une consultation globale ayant pour l'achat et la livraison de denrées alimentaires pour les cuisines de Vauvert et Aimargues afin d'assurer le Service Public de Restauration scolaire sur le territoire de la Communauté de Communes de Petite Camargue. Il est actuellement servi dans les établissements scolaires des cinq communes membres de la Communauté de communes environ 1600 repas quotidien (jours scolaires) / 200 repas quotidiens les mercredis scolaires / 250 repas quotidiens les jours de vacances scolaires. Les fournitures objets du marché participeront au fonctionnement de la future nouvelle cuisine Centrale de la Communauté de Communes de Petite Camargue qui est destinée à fournir 2700 repas quotidien aux établissements scolaires du territoire à son ouverture prévue en janvier 2026.

La loi du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous, dite « EGAlim », complétée par la loi Climat et Résilience d'Août 2021 fixe les objectifs suivant aux restaurants collectifs :

- à compter du 1^{er} janvier 2022, objectif d'au moins 50% de produits durables et de qualité (dont 20% de produits bio) dans les menus servis ;
- à compter du 1^{er} janvier 2024, objectif d'au moins 60 % de produits durables et de qualité en ce qui concerne les familles de produits « viandes » et « poissons ».

La Communauté de Communes de Petite Camargue est résolue à atteindre ces objectifs non seulement dans le but de se conformer à la législation mais surtout dans son choix constant de servir une alimentation durable et de de qualité dans ses restaurants scolaires. Le présent marché, qui vise des produits bénéficiant de la certification HVE ou du label biologique poursuit cet objectif.

Lieu(x) d'exécution :

- Cuisine centrale de Vauvert
Avenue de la Costière
30600 Vauvert
- Cuisine d'Aimargues
Boulevard Fanfonne Guillaume
30470 Aimargues

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un accord-cadre mono attributaire sans minimum et avec un montant maximum, passé en application des articles L2125-1 1°, R.2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande

1.4 - Décomposition de la consultation

En application de l'article L2113-10 du code de la commande publique, les fournitures sont réparties en 37 lots comme suit :

Lots	Désignation	Montant maximum en € HT sur 3 ans
01	Volailles fraîches	95 000
02	Viande de bœuf bio en circuit court	40 000
03	Viandes fraîches conventionnelles labélisées VBF/VAF ou VOF	76 000
04	Viande d'agneau fraîche biologique en circuit court	70 000
05	Viande de brebis fraîche conventionnelle en circuit court	30 000
06	Viande de porc fraîche et charcuteries	70 000
07	Viande et charcuterie de taureau de Camargue AOP	38 000
08	Viande de taureau de Camargue conventionnel en circuit court	35 000
09	Découpe de poisson frais	150 000
10	Préparations alimentaires surgelées	200 000
11	Produits laitiers / Œuf / Fromage conventionnel	360 000
12	Produits d'épicerie conventionnels	200 000
13	Denrées alimentaires issues de l'agriculture biologique	300 000
14	Fruits et légumes conventionnels	81 000
15	Boulangerie traditionnelle	60 000
16	Boulangerie bio	30 000
17	Œufs biologiques en circuit court	20 000
18	Riz de Camargue IGP en circuit court LONG ETUVE	12 000
19	Riz de Camargue IGP en circuit court LONG BLANC	6 000
20	Céréales, farines et pâtes en circuit court	6 500
21	Plats cuisinés végétaux frais biologiques	35 000
22	Pâtisserie salée fraîche et plats cuisinés classiques	22 000
23	Fruits & légumes issus d'un ESAT	18 000
24	Clémentines issues de l'agriculture biologique	6 000

25	Salades vertes issues de l'agriculture biologique	24 000
26	Tomates issues de l'agriculture biologique en circuit court	4 800
27	Pêches issues de l'agriculture biologique en circuit court	4 000
28	Melons issus de l'agriculture biologique en circuit court	8 200
29	Pommes issues de l'agriculture biologique en circuit court	10 000
30	Pomme de terre issues de l'agriculture biologique en circuit court	4 000
31	Oignons doux AOP des cévennes frais	5 000
32	Cerises HVE	6 500
33	Abricot HVE	4 500
35	Fraises agriculture conventionnelle en circuit court	6 500
36	Carottes agriculture conventionnelle en circuit court	3 500
37	Pommes de terre grenaille conventionnelle en circuit court	11 000
38	Raisins de table agriculture conventionnelle en circuit court	4 500

Pour les lots 05 ; 07 ; 08 ; 16 ; 17 ; 18 ; 19 ; 20 ; 21 ; 22 ; 23 ; 24 ; 25 ; 26 ; 27 ; 28 ; 29 ; 30 ; 31 ; 32 ; 33 ; 35 ; 36 ; 37 ; 38, au regard de leur montant et en application des dispositions de l'article R 2122-8 du Code de la commande publique, la Communauté de communes de Petite Camargue a fait le choix de recourir au procédé des « mini lots ». Ces lots sont prévus pour être attribué dans le cadre de marchés sans publicité ni mise en concurrence en application de l'article R 2122-8 et de la condition posée au b du 2° de l'article R2123-1 du Code de la Commande Publique.

Les lots 01 ; 02 ; 03 ; 04 ; 06 ; 09 ; 10 ; 11 ; 12 ; 13 ; 14 ; 15 ont quant à eux fait l'objet d'une consultation en appel d'offres ouvert le 12 novembre 2024. A l'issue de cette procédure de passation, le lot 4 a été déclaré infructueux en raison de l'absence d'offre. Il sera relancé dans une procédure distincte.

Le lot 6, objet du présent marché a été déclarée sans suite pour un motif d'intérêt fondé sur le besoin et tenant à la volonté de la Communauté de communes de Petite Camargue de le redéfinir afin que la consultation soit recentrée sur la fourniture en circuit court de viande de porc bénéficiant de la certification HVE (Haute Valeur Environnementale) ou du label biologique.

La présente consultation concerne donc uniquement le lot 6 dont le besoin a été redéfinie et qui est réintitulé comme suit :

<p>VIANDE DE PORC FRAICHE ET CHARCUTERIE HVE OU BIO EN CIRCUIT COURT</p>

Les prestations concernent la fourniture et la livraison de viande fraîche, de charcuteries et d'autres produits issus d'un porc d'élevage bénéficiant de la certification HVE ou du label biologique, à la Cuisine Centrale de la Communauté de Communes de Petite Camargue.

Le présent règlement de la consultation (R.C) concerne uniquement le lot 6.

1.5 – Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
15113000-3	Viande porc
15131120-2	charcuteries

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **6 mois** à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

En cas de candidature groupée, tous les membres du groupement devront obligatoirement être identifiés dans le pli initial. Aucune modification de groupement ne pourra avoir lieu après la date limite de remise des offres.

En cas de groupement d'entreprises, la forme juridique adoptée est soit celle d'un groupement solidaire, soit celle d'un groupement conjoint.

Dans le cas d'un groupement conjoint cependant, le pouvoir adjudicateur impose que le mandataire du groupement soit solidaire conformément aux dispositions de l'article R2142-24 du Code de la commande publique.

En cas de groupement conjoint, l'acte d'engagement est un document unique qui indique le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter

En cas de groupement solidaire, l'acte d'engagement est un document unique qui indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser.

En application de l'article R.2151-7 du Code de la commande publique, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée de l'accord-cadre et les conditions de reconduction sont précisées à l'acte d'engagement.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- le présent règlement de la consultation ;
- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles ;
- le cahier des clauses particulières (CCP) et son annexe ;
- le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- le cadre de réponses techniques.

Le DCE est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Les pièces ci-dessus mentionnées ne doivent en aucun cas être modifiées par les candidats. La modification des documents de la consultation peut entraîner l'irrégularité de l'offre au sens de l'article R2152-1 du Code de la commande publique.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard **6 jours** avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 – Pièces de candidature à fournir

Les candidats devront fournir les pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique (les pièces de candidature sont communes à tous les lots) :

1- Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
<ul style="list-style-type: none">Pièce 1 : Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui
<ul style="list-style-type: none">Pièce 2 : Le formulaire DC1 dûment complété	Non
<ul style="list-style-type: none">Pièce 3 : Extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion ; Si l'entreprise est en redressement judiciaire, copie du ou des jugements prononcés à cet effet.	Non
<ul style="list-style-type: none">Pièce 4 : Une copie de l'agrément sanitaire communautaire pour l'entreposage et le transport de denrées alimentaires d'origine animale	

2- Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
<ul style="list-style-type: none">Pièce 5 : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles (2024, 2023, 20212)	Non
<ul style="list-style-type: none">Pièce 6 : Le formulaire DC2 dûment complété	Non

Concernant l'indication du chiffre d'affaires : Dans le cas où l'opérateur serait une entreprise nouvellement créée et se trouverait donc dans l'impossibilité objective de produire des chiffres d'affaires pour les 3 dernières années comme demandé ci-dessus, le candidat devra apporter la preuve de sa capacité financière par tous moyens en produisant à l'appui de son dossier de candidature tous éléments de nature à justifier, au-delà de son simple capital social, de sa capacité financière à assurer les prestations.

3- **Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :**

Libellés	Signature
<ul style="list-style-type: none">• Pièce 7 : Les renseignements relatifs aux moyens humains dont dispose le candidat	Oui
<ul style="list-style-type: none">• Pièce 8 : Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat et notamment les moyens de logistiques et service de vente	Oui
<ul style="list-style-type: none">• Pièce 9 : Liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Ils sont prouvés par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat.	Oui

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr, soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

5.2 – Pièces de l'offre à fournir

Chaque candidat devra produire un projet de marché comprenant les pièces ci-dessous.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
<ul style="list-style-type: none">• Pièce 1 : L'acte d'engagement (acte d'engagement à compléter) intégralement complété et son annexe éventuelle à savoir :<ul style="list-style-type: none">➔ Pour les candidats se présentant en groupements d'entreprises avec paiement sur comptes séparés uniquement : L'annexe 1 relative à la répartition des paiements en cas de groupement avec paiement sur comptes séparés intégralement complétée.	Oui
<ul style="list-style-type: none">• Pièce 2 : Le Bordereau des prix unitaires dûment complété	

<ul style="list-style-type: none"> → Les candidats sont invités à utiliser le cadre de BPU joint au dossier de consultation et à ne pas modifier le format du cadre fourni dans le DCE → format Excel ou PDF → L'ensemble des lignes de prix doivent être complétées. Si une ou plusieurs prestation(s) est gratuite, le candidat est invité à indiquer « 0 € » dans les ligne(s) concernée(s) et à ne pas laisser la ligne vide. → Ne pas remplir sur les BPU la feuille réservée aux révisions de prix (feuille N°3) 	Oui
<ul style="list-style-type: none"> • Pièce 3 : Les fiches techniques nominatives des produits classées dans le même ordre que le bordereau des prix propre à chaque lot → Il est demandé aux candidats de fournir des fiches techniques avec des noms de fichiers lisibles et compréhensibles sans qu'il n'y ait besoin d'ouvrir le fichier. 	Non
<ul style="list-style-type: none"> • Pièce 4 : Le détail quantitatif estimatif (DQE) propre à chaque lot → Le DQE n'est pas fourni aux candidats dans les pièces du marché. En effet, la notation du critère prix se fera sur la base d'un DQE confidentiel établi par la CCPC. 	Non
<ul style="list-style-type: none"> • Pièce 5 : Un mémoire technique détaillant les dispositions envisagées par l'entreprise pour l'exécution du marché et comprenant l'ensemble des informations demandées dans le cadre de mémoire justificatif joint au dossier de consultation. → Les soumissionnaires ne sont pas obligés d'utiliser le cadre de mémoire justificatif joint au DCE qui est fourni uniquement pour faciliter la présentation des offres → Cependant les candidats doivent impérativement consulter le cadre de mémoire joint au dossier de consultation afin de connaître la liste des informations attendues dans le mémoire justificatif. → Les candidats doivent veiller à ce que l'ensemble des informations demandées dans le cadre de mémoire se retrouve bien dans leur mémoire justificatif. A défaut, leur offre pourra être déclarée incomplète et donc irrégulière. 	Non

<ul style="list-style-type: none"> • Pièce 6 : Les échantillons demandés au BPU 	Non
<ul style="list-style-type: none"> • Pièce 7 : Les certificats attestant que les produits proposés sont issues d'élevages bénéficiant bien de la certification HVE ou du label biologique 	Oui
<ul style="list-style-type: none"> • Pièce 8 : les candidats fournissent obligatoirement un schéma d'approvisionnement pour chaque produit listé dans le BPU. Ce schéma doit faire apparaître clairement si les produits proposés font l'objet d'une vente directe du producteur à l'acheteur public ou d'une vente indirecte en précisant le nombre d'intermédiaires. Ce schéma doit préciser toutes les informations, notamment la denomination sociale et ou noms, prénoms, adresses et contacts des membres de la chaîne d'approvisionnement. 	Oui

Le candidat ne doit pas joindre dans son offre le CCP ou le règlement de la consultation, seuls faisant foi ceux détenus par l'administration. La seule signature de l'acte d'engagement emporte approbation par le candidat de l'ensemble des pièces contractuelles définies au CCP.

D'une manière générale, l'absence des documents ou informations exigés par le présent règlement de la consultation au titre des pièces de l'offre entraîne l'irrégularité de l'offre.

Toutefois, l'absence des documents ou des informations suivantes, contenues dans le mémoire justificatif n'entraînera pas l'irrégularité de l'offre :

- Fiches techniques ;
- Participation à des manifestations pédagogiques ;
- Politique de lutte contre le gaspillage alimentaire ;
- Actions en faveur du bien-être des animaux de l'élevage ;
- Politique de lutte contre le gaspillage alimentaire ;
- Optimisation de la ressource ;
- Nombre d'intermédiaires entre le producteur et le consommateur final ;
- Politique de promotion des circuits courts par la limitation d'intermédiaires entre le producteur et le consommateur final.

Pour ces éléments, utiles sans toutefois être indispensables à l'appréciation de l'offre, la note du soumissionnaire sera ainsi pénalisée proportionnellement à l'importance du manque d'informations demandées, dans le cadre de l'application du ou des (sous-)critère(s) concerné(s) par cette absence de transmission. Cette pénalisation pourra entraîner l'application d'une note égale à zéro.

5.3 - Echantillons

Afin d'optimiser l'analyse des offres, les candidats fourniront les échantillons pour les produits indiqués dans le BPU.

Ces échantillons sont gratuits. En aucun cas, ils ne pourront être facturés par le candidat.

Les échantillons seront conservés par l'acheteur public.

Les échantillons devront être remis avant la date de remise des offres indiquée en page 1 du présent règlement de consultation et à la date précisée plus bas.

L'offre sera rejetée si le candidat n'a pas envoyé les échantillons demandés (échantillons incomplets). Les non-conformités éventuelles seront sanctionnées dans la notation.

Ces échantillons devront être envoyés à l'adresse suivante :

**Cuisine centrale de Vauvert
Avenue de la costière (face au bureau de tabac)
30600 VAUVERT**

Renseignements :

Tel : 04 66 51 16 93
Mail : appro.qualite@cc-petitecamargue.fr

Les échantillons devront parvenir à l'acheteur impérativement soit le 03, 04 ou 5 juin 2025 entre 7h et 10h45.

Ils ne doivent être ni avancés ni retardés.

Dans le cadre de la remise des échantillons, les candidats respecteront les conditions de livraisons exigées dans le CCP du marché.

La mention : « ECHANTILLONS - FOURNITURE DE DENREES ALIMENTAIRES – LOT 6 » devra être lisiblement indiquée sur les colis.

Devront apparaitre sur les échantillons les informations suivantes :

- nom du candidat ;
- numéro du marché ;
- numéro du produit sur le bordereau des prix propre à chaque lot ;
- référence article du fournisseur ;
- dénomination exacte de l'article tel que proposé par le candidat au BPU.

Pour assurer leur fiabilité, ces échantillons seront livrés en unité de conditionnement d'origine, fermés et comportant toutes les mentions légales d'identification du produit. Les candidats doivent veiller à fournir des échantillons correspondant aux produits référencés dans leur Bordereau des Prix Unitaires propre à chaque lot.

Les candidats s'engagent à fournir si leur offre est retenue, exactement la même qualité de produits proposée en échantillon, et ce, durant toute la durée du marché. L'acheteur y portera une attention particulière.

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : : <https://webmarche.adullact.org>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+02 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Les formats de fichiers acceptés sont les suivants : .pdf, .docx et .pdf.

Le nom des fichiers transmis ne devra pas excéder 30 caractères.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Communauté de Communes Petite Camargue.

145 Avenue de la Condamine
30600 VAUVERT

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7 – Négociation

Sans objet.

8 - Examen des candidatures et des offres

8.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

8.2 - Attribution des accords-cadres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R.2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1- Prix des prestations 100 points	20%
2- Qualité des produits 100 points	20%
3- Qualité du Service 100 points	20%
4- Démarches durables et juste rémunération des producteurs 100 points	40%

1- Prix des prestations

Le critère du prix des prestations est noté sur **100** points et pondéré à **20%**.

Le prix correspond au montant d'une commande mystère selon le Bordereau des Prix Unitaires du candidat.

Le candidat dont le montant de la commande mystère est le moins cher obtient la note maximale avant pondération de **100** points.

La note avant pondération des autres candidats est obtenue par l'application de la formule suivante :

$$(MD/OE) \times 100$$

Dont :

MD est offre moins-disant (meilleure offre)

100 est la note maximale attribuée au candidat le moins-disant

OE est l'Offre de l'entreprise

2- Qualité des produits

Le critère relatif à la qualité des produits noté sur **100 points** et pondéré à **20%**. Il est décomposé en sous-critères suivants :

- Analyse des fiches techniques fournies notée sur **10 points** ;
- Fraîcheur des produits (temps contractuel entre l'abattage et la disponibilité pour commande des produits) notée sur **10 points** ;
- Caractéristiques nutritionnelles des produits notées sur **10 points** ;
- Test des échantillons par une Commission gustative noté sur **70 points**.

La note du critère de la qualité des produits est obtenue par l'addition des notes des 4 sous-critères.

3- Qualité du service

Ce critère est noté sur **100 points** et pondéré à **20%**. Il est décomposé en sous-critère suivant:

- Description du processus de traitement des commandes, de la réception du bon de commande jusqu' à la livraison notée sur **30 points**;
- Description du processus de dépannage en cas de non-conformité, de refus d'admission de produits ou en cas d'indisponibilité d'un produit notée sur **20 points**;
- Participation à des manifestations pédagogiques organisées par l'acheteur public notée sur **40 points** ;
- Délai de livraison noté sur **10 points**.

La note du critère de la qualité des produits est obtenue par l'addition des notes des 4 sous-critères.

4- Démarches durables et juste rémunération des producteurs

Ce critère est noté sur **100 points** et pondéré à **40 %**. Il est décliné en sous-critères comme suit:

- Actions en faveur du bien être des animaux de l'élevage notées sur **10 points**;
- Politique de lutte contre le gaspillage alimentaire notée sur **10 points**;
- Optimisation de la ressource notée sur **10 points**;
- Nombre d'intermédiaires entre le producteur et le consommateur final (ici l'acheteur public) pour les références du BPU (**bien veiller à compléter le cadre prévu sur le BPU**) noté sur **60 points** ;
- Politique de promotion des circuits courts par la limitation d'intermédiaires entre le producteur et le consommateur final notée sur **10 points**.

La note du critère Démarches durables et juste rémunération des producteurs tenue par l'addition des notes des 05 sous-critères.

Rappel important :

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que la consultation est analysée et attribuée en fonction de ses déclarations et engagements pris dans les différentes pièces de l'offre et des informations renseignées dans le cadre de mémoire technique. Par conséquent, il est lié par les engagements qu'il a pris son offre concernant toutes les caractéristiques exigées dans les pièces du présent marché et dont il a déclaré satisfaire, pendant toute la durée du marché.

Pendant l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur portera une attention particulière sur le respect des déclarations et engagements qui ont justifié le choix du titulaire. Ce dernier est prévenu et est réputé savoir que le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché si après attribution, il ne respecte pas un seul ou plusieurs de ses engagements contractuels.

8.3 - Suite à donner à la consultation

Les trois premières offres les mieux classées seront donc retenues à titre provisoire en attendant que les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours. Il est conseillé aux candidats de transmettre lesdits documents au moment du dépôt de candidature.

Une mise au point du marché pourra également être effectuée avec l'attributaire pressenti.

9 - Renseignements complémentaires

9.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://webmarche.adullact.org>

Cette demande doit intervenir au plus tard **10** jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, **6 jours** au plus tard avant la date limite de remise des plis.

9.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Nîmes
16 Avenue Feuchères
CS 88010
30941 NIMES

Tél : 04 66 27 37 00
Télécopie : 04 66 36 27 86
Courriel : greffe.ta-nimes@juradm.fr
Adresse internet (U.R.L) : <http://nimes.tribunal-administratif.fr/>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).

- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Greffes du Tribunal Administratif de Nîmes
16 Avenue Feuchères
CS 88010
30941 NIMES

Tél : 04 66 27 37 00
Télécopie : 04 66 36 27 86
Courriel : greffe.ta-nimes@juradm.fr
Adresse internet (U.R.L) : <http://nimes.tribunal-administratif.fr/>

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est :

Comité Consultatif Interrégional de règlement amiables de différends ou de litiges
Place Félix-Baret
CS 80001
13282 MARSEILLE CEDEX 6